R É P U B L I Q U E   F R A N Ç A I S E

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2015

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES DIRECTEMENT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE OU DES MINISTRES



COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DELIBÉRATIVES PLACÉES AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DES MINISTRES

L’article 112 de la loi de finances pour 1996 (n° 95-1346 du 30 décembre 1995) fait obligation au Gouvernement de présenter chaque année au Parlement, en annexe du projet de loi de finances, la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Ainsi que le prévoit la rédaction en vigueur de ces dispositions, modifiées en dernier lieu par l’article 10 de la loi n° 2009-973 du 10 août 2009 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008, apparaissent dans la présente annexe le nombre de membres de ces organismes, ainsi que leur coût de fonctionnement et le nombre de leurs réunions tenues lors des trois années précédentes. La liste est complétée par une justification de l'évolution des coûts de fonctionnement. Les commissions et instances supprimées dans l’année se trouvent recensées en fin de document.

Le nombre des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France s’élève au 16 septembre 2014 à 536.

TABLE DES MATIÈRES

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
1. Premier ministre									
Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation (CIVS)	Décret n° 99-778 du 10 septembre 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	10	335,30	505,10	489,46	21	27	15	
Commission de déontologie	Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques	14	287	260	281	11	12	11	
Commission supérieure de codification	Décret n° 89-647 modifié du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission supérieure de codification	18	124,65	123,80	146 ,32	18	14	17	
Commission interministérielle de la politique immobilière (SGG)	Décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration	17	-	-	-	6	0	0	*La suppression de cette commission est envisagée.*
Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative (DILA)	Décret n° 2010-32 du 11 janvier 2010 instituant un conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	30	274,50	289,34	317,89	30	38	28	*Les coûts 2013 comprennent des dépenses de personnel (indemnité mensuelle versée au Président et vice-président ; indemnité annuelle versée au rapporteur ; rémunération des agents en poste au secrétariat du COEPIA ; une secrétaire recrutée spécifiquement pour le COPEIA depuis mai 2013).*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
1. Premier ministre									
Conseil des systèmes d'information et de communication (DISIC)	Décret n°2011-193 du 21 février 2011 portant création de la Direction interministérielle des systèmes d'information Décret n° 2014-879 du 1er août 2014 relatif au système d'information et de communication de l'État	16	-	-	-	3	2	2	
Commission chargée de donner un avis sur certaines opérations relatives aux matériels aéronautiques et aux matériels d'armement complexes (SGDSN)	Décret n° 64-1123 du 12 novembre 1964 fixant les conditions d'application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963	9	30,60	35,70	41,50	2	2	2	
Commission interministérielle de défense et de sécurité des secteurs d'activités d'importance vitale (SGDSN)	Articles R.1332-10 à R.1332-12 du code de la défense	7	11,50	8,90	10,40	4	2	3	
Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (SGDSN)	Décret n° 55-965 du 16 juillet 1955 portant réorganisation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre	12	746	943	964	11	11	11	*Les coûts correspondent au coût complet 2013 des 11,4 équivalents temps plein consacrés à cette activité.*
Commission interministérielle de la sûreté aérienne (SGDSN)	Articles D*.1443-1 et D.1443-4 du code de la défense	13	30,30	24,60	19,50	3	2	1	
Commission interministérielle des données d'origine spatiale (SGDSN)	Décret n°2013-654 du 19 juillet 2013 relatif à la surveillance de l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale	5	-	-	27,20	-	-	1	
Commission consultative chargée d'émettre un avis sur les matériels susceptibles de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances (SGDSN/ANSSI)	Article R. 226-2 du code pénal	11	79,40	14,20	26,90	6	6	6	
Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information (SGDSN/ANSSI)	Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information	14	1,50	1,10	1,30	-	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
1. Premier ministre									
Comité stratégique de la sécurité des systèmes d'information (SGDSN/ANSSI)	Décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 portant création d'un service à compétence nationale dénommé Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information	11	50,80	24,60	23,40	1	0	0	
Conseil national de l'aménagement du territoire et de développement du territoire (commissariat général à l'égalité des territoires)	Loi n° 95-115 d'orientation sur l'aménagement du territoire du 4 février 1995	70	0	0	0	0	0	0	
Conseil national de la montagne	Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne	59	0	0	11,76	1	1	1	*Les coûts de fonctionnement correspondent à une réunion du conseil à Foix (frais de mission et installation de matériels).*
Conseil d'orientation pour l'emploi (commissariat général à la stratégie et à la prospective)	Décret n° 2005-326 du 7 avril 2005 portant création du Conseil d'orientation pour l'emploi	51	524	592	549,40	21	23	22	
Conseil d'analyse économique (commissariat général à la stratégie et à la prospective)	Décret n° 97-766 du 22 juillet 1997 portant création du Conseil d'analyse économique	36	839,50	810,70	534,40	9	9	20	
Conseil d'orientation des retraites (commissariat général à la stratégie et à la prospective)	Articles L. 114-2 et D. 114-4-0-1 à D. 114-4-0-4 du code de la sécurité sociale	39	1 111,70	1 115,70	1 120	19	21	18	*La différence des coûts de fonctionnement entre 2012 et 2013 s'explique par une dépense plus importante en 2013 (veille de presse, organisation du colloque annuel; charges supérieures)*
Comité de suivi des retraites (ex Commission de garantie des retraites)	Article L .114-4 du code de la sécurité sociale	5	-	-	-	-	-	-	
Haut conseil du financement de la protection sociale	Décret n° 2012-1070 du 20 septembre 2012 relatif au Haut Conseil du financement de la protection sociale	49	-	50	235,845	-	5	14	*Le coût de fonctionnement mentionné correspond aux dépenses exposées au cours des trois derniers mois de l'année 2012: indemnités de la présidente et du vice-président et des autres membres, ainsi que la rémunération de 1,5 emploi en équivalent temps plein.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
1. Premier ministre									
Haut Conseil à la vie associative	Décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au Haut Conseil à la vie associative	47	-	3,60	3,28	1	47	37	
Observatoire de la laïcité	Décret n° 2013-270 du 3 avril 2013 relatif à l'observatoire de la laïcité	23	-	-	50	-	-	25	
Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC)	Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 de finances rectificative pour 2002	7	192	167	141	14	11	8	
Comité de surveillance des investissements d'avenir	Décret n° 2010-80 du 22 janvier 2010 relatif au commissaire général à l'investissement	18	0	0	0	3	2	5	
Commission nationale d'orientation et d'intégration	Articles R.* 4139-14 et suivants du code de la défense	7	-	-	-	11	11	10	
Comité d'orientation et d'évaluation de l'académie nationale du renseignement	Décret n° 2010-800 du 13 juillet 2010 portant création de l'académie du renseignement	9	0	0	0	2	2	2	
Conseil de la simplification pour les entreprises	Décret n°2014-11 du 8 janvier 2014 instituant le conseil de la simplification pour les entreprises	14	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
2. Affaires étrangères et développement international									
Assemblée des Français de l'étranger	Loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français à l'étranger	190	3 410	3 410	3 378	4	4	4	
Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	Arrêté du 4 octobre 1995 portant création d'une commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	30	0	0	0	1	1	1	
Commission du volontariat de solidarité internationale	Loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale	12	0	0	0	1	2	2	
Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'État à l'étranger	Articles D. 1221-3 à D. 1221-6 du code général de la propriété des personnes publiques	10	0	0	0	11	11	11	
Commission interministérielle d'octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	Décret n° 79-142 du 19 février 1979 relatif aux conditions d'octroi de la garantie de l'État aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	4	0	0	0	2	4	5	
Commission interministérielle des biens à double usage	Décret n° 2010-294 du 18 mars 2010 portant création d'une commission interministérielle des biens à double usage	22	0,70	0,94	0,86	12	13	11	
Commission LabelFrancEducation	Décret n° 2012-40 du 12 janvier 2012 portant création du label LabelFrancEducation	8	0	0	0	2	3	2	
Commission nationale de la coopération décentralisée	Articles L.1115-6 et R.1115-8 et suivants du code général des collectivités territoriales	31	0	0	0	1	1	2	
Commission nationale des bourses instituée auprès du directeur de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger	Articles D.531-45 et D.531-50 du code de l'éducation	24	8,30	20	10	2	5	2	*La baisse des coûts s'explique par la diminution du nombre de réunions.*
Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel	Articles R. 2343-1 et suivants du code de la défense	27	45	50	70	2	1	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
2. Affaires étrangères et développement international									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des affaires étrangères	Arrêté du 20 mai 1999 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère des affaires étrangères	29	0	0	0	9	7	6	
Conseil national du développement et de la solidarité internationale	Décret n°2013-1154 du 11 décembre 2013 créant un Conseil national du développement et de la solidarité internationale	55	0	0	0	1	2	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Comité d'instructions pour la diffusion des informations ferroviaires	R.1211-11 à R.1211-15 du code des transports	5	0	0	0	1	2	3	
Comité de coordination des aéroports français	Arrêté du 28 septembre 2004 créant le comité de coordination des aéroports français	227	0	0	0	1	1	1	
Comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	Article R. 542-73 du code de l'environnement	5	0	0	0	3	3	5	
Comité de l'environnement polaire	Articles D. 133-31 à D. 133-34 du code de l'environnement	11	4	2,50	1	2	2	1	
Comité de la prévention et de la précaution	Arrêté du 30 juillet 1996 portant création du Comité de la prévention et de la précaution	20	32	48,50	19,60	10	11	9	
Comité de suivi de l'application du règlement EMAS	Arrêté du 20 juin 2002 portant création du comité de suivi de l'application du règlement EMAS	17	0	0	0	0	0	0	
Comité des usagers du réseau routier national	Décret n° 2009-1102 du 8 septembre 2009 relatif à la création du comité des usagers du réseau routier national	17	2	1	1	8	6	6	
Comité national de l'eau	Articles L. 213-1 et D. 213-1 et suivants du code de l'environnement	155	20	30	30	3	4	5	
Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens	Articles D. 133-23 et suivants du code de l'environnement	38	39,50	130	37	2	2	2	
Comité national trames verte et bleue	Articles L. 371-2 et D. 371-1 et suivants du code de l'environnement	50	1	0	1,70	3	0	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	Arrêté du 16 décembre 1988 relatif au comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	45	1	2,50	4,20	2	2	2	
Comité technique de l'électricité	Décret n° 87-437 du 17 juin 1987 relatif au comité technique de l'électricité	33	0	0	0	1	3	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec le conseil supérieur de l'énergie*
Conseil supérieur de l'énergie	Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz	38	250	248	230	16	15	15	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec le comité technique de l'électricité*
Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers	Décret n° 62-1297 du 7 novembre 1962 pris en ce qui concerne les règles techniques d'utilisation et les caractéristiques des produits pétroliers	52	0	0	0	1	1	1	
Comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques	Articles L. 213-21, L. 213-22, D. 213-17 et suivants du code de l'environnement	10	9	16,70	29,80	5	11	8	
Commission administrative de l'aviation civile	Articles R. 160-1 et suivants et R. 330-20 du code de l'aviation civile	12	0,25	0,25	0,12	3	2	2	
Commission centrale de sécurité	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution	24	5	5	5	11	11	11	
Commission centrale des appareils à pression	Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression	39	4	4	4	4	4	4	
Commission consultative du budget annexe contrôle et exploitation aériens	Arrêté du 8 juin 2006 relatif à la commission consultative du budget annexe contrôle et exploitation aérien	15	0	0	0	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Commission consultative pour la délivrance de l'attestation de capacité professionnelle à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	Arrêté du 28 juillet 1992 fixant les modalités d'obtention de l'attestation de capacité à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	6	0	0	0	0	1	0	
Commission consultative pour la procédure d'attribution de la taxe poids lourds	Décret n° 2009-345 du 30 mars 2009 relatif aux modalités d'application du III de l'article 153 de la loi de finances pour 2009	6	0	0	0	0	0	0	
Commission consultative relative aux déchets d'emballages ménagers	Arrêté du 23 juillet 1992 relatif à l'agrément prévu par le décret n° 92-377 du 1er avril 1992 concernant les déchets résultant de l'abandon des emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les ménages	38	5	6	4	5	6	4	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets*
Commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement	20	3	5	5	3	5	5	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission consultative d'agrément de la filière des déchets d'emballages ménagers*
Conseil national des déchets	Articles D. 541-1 et suivants du code de l'environnement	40	3	1	4	2	1	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Commission d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	13	0	0	0	-	-	2	
Commission de conciliation du télépéage	Décret n° 2012-645 du 3 mai 2012 organisant une commission de conciliation du télépéage	6	-	0	0	-	0	0	
Commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage	Article R. 543-170 du code de l'environnement	26	3	3	2	3	3	2	
Commission des comptes des transports de la Nation	Décret n° 2009-531 du 12 mai 2009 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes des transports de la Nation	61	1	1	1	2	2	2	
Commission des comptes et de l'économie de l'environnement	Articles D. 133-35 et suivants du code de l'environnement	41	2	0,50	0,50	2	2	2	
Commission des conservatoires botaniques nationaux	Articles D. 416-7 et D. 416-8 du code de l'environnement	12	0	0	2,50	0	0	1	
Commission des phares	Décret n° 82-419 du 18 mai 1982 fixant les attributions de la commission des phares	6	0	0	0	3	3	3	
Commission des produits chimiques et biocides	Articles R. 523-4 et suivants du code de l'environnement	30	9,50	4,50	1	9	8	7	
Commission des téléphériques	Décret n° 2012-988 du 22 août 2012 relatif à la commission des téléphériques	26	0	0	0	2	1	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	Arrêté du 25 janvier 2005 relatif à la commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	25	0	0	0	3	3	3	
Commission ferroviaire d'aptitude	Loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports	6	0	0	0	6	11	11	
Commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	Décret n° 95-477 du 27 avril 1995 relatif à la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	10	0	0	0	3	2	3	
Commission interministérielle des transports de matières dangereuses	Articles D.1252-1 et suivants du code des transports	78	4	6,90	4,40	3	5	4	
Commission nationale d'évaluation de la sécurité des transports guidés	Décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés	18	1,80	3	2,70	3	4	3	
Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs	Article L. 542-3 du code de l'environnement	12	824	874	874	23	25	25	
Commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibiers	Articles L. 426-5 et R. 426-3 et suivants du code de l'environnement	11	1,70	1,70	1,70	4	4	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux	Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique	22	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale de l'examen pour l'obtention du permis de chasser	Article R. 423-5 du code de l'environnement	14	0,10	0,10	0,10	1	1	1	
Commission nationale de la négociation collective de la marine marchande	Article R. 742-5 du code du travail	36	2	2	2,10	2	1	1	
Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution	23	1,80	1	2,70	7	6	8	
Commission nationale des documents et autorisations de transport routier international	Décret n° 2011-667 du 14 juin 2011 relatif à la délivrance des autorisations de transport routier international et des documents de contrôle du cabotage	7	0	0	0	1	0	0	
Commission nationale des sanctions administratives	Articles L.1452-1 et L. 3452-3 du code des transports	16	-	-	-	-	-	-	
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles situés dans les zones d'intervention du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	Article 384 A bis de l'annexe II du code général des impôts	5	0	0	0	0	0	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie dans le domaine de l'équipement et des transports	Arrêté du 9 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 7 juillet 1999 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de l'équipement, des transports et du logement	33	0	0,50	0	5	6	3	
Commission nationale consultative pour la faune sauvage captive	Article R. 413-2 du code de l'environnement	45	13,50	10	10	5	4	4	
Conseil national du paysage	Arrêté du 8 décembre 2000 portant création du Conseil national du paysage	37	0	0	0	0	0	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages*
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	Articles L. 341-17 et R. 341-28 et suivants du code de l'environnement	30	6,30	7,20	6,20	6	7	6	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec le conseil national du paysage*
Conseil national de la chasse et de la faune sauvage	Articles R. 421-1 et suivants du code de l'environnement	29	1,25	1,30	1	5	6	4	
Conseil national de la protection de la nature	Articles R. 133-1 et suivants du code de l'environnement	40	100	75	55	45	48	39	
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	Articles L. 512-71 et R. 512-43 et suivants du code monétaire et financier	42	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013*
Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières	Articles L. 731-1 et R. 713-1, R. 713-4 à R. 713-6 du code du travail	38	0	0	0	2	1	1	
Conseil national de la transition écologique	Articles L 133-1 à L 133-4 et D 134-1 à D 134-7 du code de l'environnement.	58	-	-	-	-	-	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie	Arrêté du 22 décembre 2013 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie	48	-	-	-	-	-	-	
Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	Article L.566-4 du code de l'environnement	38	25,79	36,98	36,33	8	7	7	
Conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles R. 561-10 et suivants du code de l'environnement	12	0	0	0	2	2	1	
Conseil de discipline du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 425-4, R.425-5 et R. 425-8 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	4	2	3	
Conseil du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 421-7 et R.421-8 du code de l'aviation civile	30	0	0	0	3	3	3	
Conseil économique du développement durable	Décret n° 2008-1250 du 1er décembre 2008 portant création du Conseil économique pour le développement durable	27	3,40	1,70	2,40	25	19	29	
Conseil national de l'air	Articles D. 221-16 et suivants du code de l'environnement	48	0	0	0	2	1	3	
Conseil national de l'information géographique	Décret n° 2011-127 du 31 janvier 2011 relatif au Conseil national de l'information géographique	35	5	5	3	7	8	12	
Conseil national de la mer et des littoraux	Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral	70	-	-	-	-	-	6	
Conseil national de la sûreté de l'aviation civile	Article D. 213-2 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Conseil national du bruit	Articles L. 571-2 et L. 571-6 et D. 571-98 et suivants du code de l'environnement	48	15	7	7	34	10	10	
Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	Arrêté du 26 mars 2004 portant création du conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	25	32	42	6	3	4	2	*La baisse du budget de fonctionnement est liée au fait qu'aucun ouvrage n'a été réalisé en 2013.*
Conseil supérieur de l'aviation civile	Articles D. 370-1 et suivants du code de l'aviation civile	28	0	0	0	2	1	2	
Conseil supérieur de la marine marchande	Décret n° 2002-647 du 29 avril 2002 relatif à la composition, aux attributions et à l'organisation du Conseil supérieur de la marine marchande	39	20	8	8	10	8	9	
Conseil supérieur de la météorologie	Décret n° 91-1209 du 29 novembre 1991 portant réorganisation du Conseil supérieur de la météorologie	121	8,50	13,80	13	24	24	23	
Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	Décret n° 67-315 du 31 mars 1967 portant création d'un Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	46	47	32	29	24	28	28	
Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques	Articles L. 511-2, L. 222-7, L. 555-3, L. 555-6 et D. 510-1 et suivants du code de l'environnement	45	20	32	33	11	9	12	
Conseil supérieur des gens de mer	Décret n° 2007-1227 du 21 août 2007 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports	60	0,50	1	13	1	2	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
3. Écologie, développement durable et énergie									
Grande commission nautique	Décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques	8	5	5	5	7	8	7	
Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	Articles D. 421-51 à D. 421-53 du code de l'environnement	9	20	20	20	4	4	4	
Haut comité de la qualité de service dans les transports	Décret n° 2012-211 du 14 février 2012 portant création de l'autorité de la qualité de service dans les transports et du haut comité de la qualité de service dans les transports	37	-	0	2,52	-	0	2	
Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire	Loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire	40	150	150	150	6	5	4	
Haut conseil des biotechnologies	Articles L. 531-3 et suivants et R. 531-4 et suivants du code de l'environnement	40	322	436	554	60	55	53	
Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer	Articles L. 229-1 à L. 229-4 et D. 229-1 et suivants du code de l'environnement	26	0	0	1,80	1	1	1	

Instance	**Texte institutif**	**Nombres de membres**	**Coût de fonctionnement (en milliers d'€)**			**Nombre de réunions**			**Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement/ Observations**
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	Article L.732-3 du code de l'éducation	12	2,80	1,80	1,50	3	2	1	
Comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé	Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés	15	37,24	45,96	34,94	12	13	13	
Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	Décret n° 2001-139 du 12 février 2001 portant création du comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	10	8	-	0	1	-	0	
Comité de suivi de la licence et de la licence professionnelle, associant le CNESER et des représentants des établissements et secteurs de formation	Arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence	80	26,10	23,20	26,10	9	8	9	
Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	Loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités	14	12	11	0	15	12	0	
Comité de suivi du cursus master	Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master	30	4	5,60	5,60	5	7	9	
Comité stratégique du calcul intensif	Arrêté du 3 octobre 2011 portant création du comité stratégique du calcul intensif	22	4,54	4,69	6	6	6	7	*La tenue d'une réunion supplémentaire d'une part et un meilleur taux de présence aux réunions d'autre part expliquent l'évolution du coût de fonctionnement, essentiellement consacré au remboursement des frais de déplacement des membres.*
Commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue	Décret n° 90-255 du 22 mars 1990 fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue en France	De 9 à 18	5,50	5,50	5,50	4	4	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement/ Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	Arrêté du 19 avril 1995 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	34	14,60	14,60	9,70	9	9	6	*La baisse du nombre de réunions est due à la méthodologie utilisée pour la rénovation des programmes du diplôme universitaire de technologie. Plusieurs réunions ont été organisées entre des représentants de toutes les commissions pédagogiques et des représentants de la commission consultative nationale, en lieu et place des réunions plénières de la commission consultative nationale des IUT.*
Commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables	Décret n°2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable	21	1,50	1	1	2	2	1	
Commission consultative restreinte pour la formation professionnelle des experts-comptables	Décret n° 96-352 du 24 avril 1996 relatif à l'accès à la profession d'expert-comptable des personnes mentionnées aux articles 26 et 27 de l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945	9	0	0	0	1	2	1	*Cette commission se réunit le même jour que la commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables dont elle est une émanation.*
Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion	Décret n° 2001-295 du 4 avril 2001 portant création de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion.	16	0	0	0	8	9	11	
Commission des titres d'ingénieurs	Articles L. 642-3 et L. 642-4 du code de l'éducation	32	100,20	100	80,20	35	35	35	
Commission nationale de l'expérimentation animale	Articles R. 214-130 et suivants du code rural et de la pêche maritime	21	0,80	0,80	0,80	5	8	4	
Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	Décret n° 2008-50 du 15 janvier 2008 portant création de la Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	12	70	83,40	6	2	2	1	*La baisse du coût de fonctionnement résulte de la tenue d'une seule réunion annuelle au lieu de deux les années précédentes.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement/ Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur	Arrêté du 26 juillet 2004 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur	25	0	0	0	4	5	4	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	Arrêté du 17 décembre 2001 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	21	5	5	3,50	5	6	6	*La diminution du coût de fonctionnement est due à la suppression administrative du remboursement des frais de déplacement du secrétaire, considéré comme bénévole puisque retraité.*
Commissions pédagogiques nationales (IUT)	Arrêté du 4 juin 1992 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et aux commissions pédagogiques nationales	301	32	90	83	32	126	117	*Le nombre de réunions, en baisse par rapport à 2012, reste élevé du fait de la poursuite des travaux relatifs à la rénovation des programmes du diplôme universitaire de technologie.*
Commissions professionnelles consultatives et comité interprofessionnel consultatif	Article L. 335-6 du code de l'éducation	620	350,24	225,43	344,37	23	10	40	*L'augmentation du nombre de réunions et du coût de fonctionnement en 2013 s'explique par un report des réunions plénières prévues fin 2012 sur l'année 2013.*
Conseil national d'évaluation du système scolaire	Article 33 de la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République	14	-	-	0	-	-	0	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	Articles L. 232-1et D. 232-1 et suivants du code de l'éducation	68	48	50	60	22	20	20	
Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative	Décret n° 2013-246 du 25 mars 2013 portant création du Conseil nationale de l'innovation pour la réussite éducative	39	-	-	50,40	-	-	3	
Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	Décret n° 2012-572 du 24 avril 2012 relatif au conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	20	-	10,20	5,10	-	6	3	*La diminution du coût de fonctionnement s'explique par une limitation du nombre de réunions du comité opérationnel.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement/ Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Conseil national de la vie lycéenne	Articles D. 511-59 et suivants du code de l'éducation	33	4,08	0	7,61	3	0	2	
Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public	Articles D. 551-7 à D. 551-9 et D. 551-12 du code de l'éducation	25	0	0	0	5	5	5	
Conseil national des astronomes et physiciens	Décret n° 86-433 du 12 mars 1986 modifié relatif au Conseil national des astronomes et des physiciens	36	30	27	34	20	15	17	*Dans le cadre de l'élaboration du décret sur la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) et de la mise en place d'une application sur le portail Galaxie, les membres du CNAP ont été davantage sollicités. De plus, en raison d'un nombre plus important de candidatures, les sessions de recrutement ont été organisées sur une semaine occasionnant une augmentation du nombre de nuitées à prendre en charge.*
Conseil national des universités et Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques	Décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au Conseil national des universités	CNU : 3504 CNU santé : 803	5452	5776	5 475	505	505	525	
Conseil national éducation économie	Décret n° 2013-539 du 25 juin 2013 portant création du Conseil national éducation économie	26	-	-	0	-	-	2	*Le conseil national éducation économie a été installé le 18 octobre 2013.*
Conseil scientifique en médecine, pharmacie et odontologie	Décret n° 2004-67 du 16 janvier 2004 relatif à l'organisation du 3ème cycle des études médicales	24	121,50	120	52	-	60	67	*La baisse du coût de fonctionnement s'explique par un nombre de participants inférieur par rapport aux années précédentes.*
Conseil stratégique de la recherche	Article L. 120-1 du code de la recherche - Décret n° 2013-943 du 21 octobre 2013 relatif au Conseil stratégique de la recherche	26	-	-	0	-	-	1	
Conseil supérieur de l'éducation	Articles L. 231-1 et suivants et R. 231-1 et suivants du code de l'éducation	97	-	-	14,13	10	11	15	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement/ Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
4. Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche									
Conseil supérieur des programmes	Article 32 de la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République	18	-	-	5,51	-	-	5	
Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle	Articles L. 312-8 et D. 312-7 et suivants du code de l'éducation	24	40	44	0	3	2	1	
Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement	Articles D. 239-25 à D.239-33 du code l'éducation	51	7,70	9,70	9	48	57	56	
Observatoire national de la vie étudiante	Arrêté du 14 février 1989 relatif à l'Observatoire de la vie étudiante	26	380,60	369,16	369,16	0	1	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
5. Justice									
Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	Articles R.123-28 et A.123-7 et suivants du code de commerce	5	-	-	-	0	10	8	
Comité interministériel de coordination de la santé en milieu carcéral	Articles D. 348-2 à D. 348-4 du code de procédure pénale	12	0	0	0	1	2	0	
Commission chargée d'agréer les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	Décret n° 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	12	1,30	0,99	1,12	8	8	8	
Commission chargée d'émettre un avis sur la compétence juridique appropriée de certaines professions non réglementées ou organismes mentionnés aux articles 60, 61, 63, 64 et 65 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971	Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques	4	0	0	0	1	0	1	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission chargée de proposer le montant des indemnités pouvant être dues soit aux greffiers des tribunaux de commerce, soit à l'État, en cas de modification affectant le ressort d'un tribunal de grande instance statuant en matière commerciale	Articles R. 743-173 et R. 743-174 du code de commerce	5	0	0	0	0	0	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la commission de proposition aux offices de greffier de tribunal de commerce créés à la suite de la création d'un tribunal de commerce*
Commission de contrôle des activités de transaction et de gestion immobilières	Articles 13-5 à 13-10 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce	-	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
5. Justice									
Commission de localisation des offices d'huissiers de justice	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice	8	0	0	0	6	5	5	
Commission de localisation des offices de notaires	Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'office de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires	8	0	0	0	6	5	5	
Commission de proposition aux offices de greffier de tribunal de commerce créé à la suite de la création d'un tribunal de commerce	Articles R. 742-18 et R. 742-19 du code de commerce	6	0	0	0	0	0	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la commission chargée de proposer le montant des indemnités pouvant être dues soit aux greffiers des tribunaux de commerce, soit à l'État, en cas de modification affectant le ressort d'un tribunal de grande instance statuant en matière commerciale*
Commission de proposition aux offices vacants d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation	Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation	4	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
5. Justice									
Commission de proposition de nomination aux offices créés d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires	Décret n° 2009-1545 du 11 décembre 2009 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de la Justice fusionnant la commission de proposition de nomination aux offices créés d'huissier de justice et celle de proposition de nomination aux offices créés de commissaires-priseurs judiciaires	9	0	0	0	0	0	0	
Commission de suivi de la détention provisoire	Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes	7	0	0,72	1,05	0	8	6	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse	30	0	0	0	4	4	3	
Commission du droit local d'Alsace-Moselle	Décret n°2014-52 du 23 janvier 2014 relatif à la commission du droit local d'Alsace-Moselle	43	-	-	-	-	-	-	
Commission nationale d'indemnisation des avoués près les cours d'appel	Loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel	5	-	1,50	0	8	16	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
5. Justice									
Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires	Articles L. 811-2 et L. 811-4 du code du commerce	13	0	0	0	4	3	4	*Fusion prévue par l'article 12 du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, avec la commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises*
Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	Articles L. 812-2, L. 812-2-2, L. 812-4 et R.811-29 et suivants du code de commerce	13	0	0	0	7	10	12	*Fusion prévue par l'article 12 du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, avec la commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires*
Commission nationale de protection et de réinsertion	Article 706-63-1 du code de procédure pénale	7	-	-	-	-	-	-	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique	Arrêté du 16 février 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique	17	0	0	0	6	4	4	
Conseil national de l'aide aux victimes	Décret n° 99-706 du 3 août 1999 relatif au Conseil national de l'aide aux victimes	22	0	0	0	0	0	0	
Conseil national de l'aide juridique	Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique	26	0	0	0	4	4	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
5. Justice									
Conseil national de la transaction et de la gestion immobilières	Articles 13-1 et 13-2 de la loi n °70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce	12	-	-	-	-	-	-	
Conseil national des tribunaux de commerce	Articles R. 721-7 et suivants du code de commerce	20	1,20	13,10	15	1	19	16	
Conseil national du droit	Décret n° 2008-420 du 29 avril 2008 portant création du Conseil national du droit Décret n° 2014-829 du 22 juillet 2014 relatif au Conseil national du droit	57	-	-	-	4	5	-	*Le conseil national du droit avait été institué en avril 2008 pour une durée de 5 ans. Un nouveau conseil national du droit a été institué par décret du 22 juillet 2014.*
Conseil supérieur de la médecine légale	Décret n° 94-1210 du 30 décembre 1994 modifié portant création d'un Conseil supérieur de la médecine légale	18	0	0	0	2	1	0	
Observatoire de la récidive et de la désistance	Loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire Décret n°2014-883 du 1er août 2014 relatif à l'observatoire de la récidive et de la désistance	18	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
6. Finances et comptes publics									
Collèges nationaux	Articles L. 80 CB et R* 80 CB-2 à R* 80 CB-6 du livre des procédures fiscales	6	0	-	0	5	5	4	
Comité chargé de l'examen des demandes de versement d'une indemnité de fin d'activité des débitants de tabac	Décret n° 2006-471 du 24 avril 2006 portant création d'une indemnité de fin d'activité en faveur des débitants de tabac des départements frontaliers et assimilés	10	0	0	0	4	4	4	
Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières	Articles L. 614-2, D. 614-2 et D. 614-3 du code monétaire et financier	19	0	0	0	13	14	17	
Comité consultatif des jeux	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne	19	0	0	0	3	2	2	
Comité consultatif du secteur financier	Articles L. 614-1, D. 614-1 et D. 614-3 du code monétaire et financier	0	123,70	0	107,50	9	-	8	
Comité consultatif pour la répression des abus de droit	Article L. 64 du livre des procédures fiscales et article 1653 C du code général des impôts	14	5,80	12,60	12	7	12	14	
Comité d'engagement de la garantie de l'État accordée aux préfinancements et cautionnements délivrés pour la construction de navires civils	Décret n° 2006-563 du 17 mai 2006 fixant les conditions et modalités d'application de l'article 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005	5	0	0	0	1	1	1	
Comité de convergence des normes comptables publiques et privées	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002	-	-	-	0	-	-	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
6. Finances et comptes publics									
Comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'État	Décret n° 2009-1054 du 26 août 2009 instituant un comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'État	18	0	0	0	3	3	3	
Comité de suivi et de propositions de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé	Articles L. 1141-2 et suivants du code de la santé publique	23	0	-	0	3	-	3	
Comité des achats	Décret n° 2009-300 modifié du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'État	15	0	0	0	11	11	11	
Comité des achats des établissements publics de l'État	Article 10 du décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'État	10	-	-	-	-	-	-	
Comité directeur de l'opérateur national de paye	Décret n° 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé opérateur national de paye	19	0	0	0	13	6	8	
Comité stratégique de l'opérateur national de paye	Décret n° 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé opérateur national de paye	19	0	0	0	5	5	3	
Comité du capital-investissement	Article 41 DGA du code général des impôts, annexe 3	3	0	0	0	0	0	0	
Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes	Article 460 du code des douanes	24	31	28	29	53	47	49	
Comité du label	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique	10	0	0	0	17	20	23	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
6. Finances et comptes publics									
Comité du secret statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques	24	0	0	0	4	4	5	
Comité national de lutte contre la fraude	Décret n° 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre la fraude et à la création d'une délégation nationale	35	1	0,15	0	1	1	2	
Commission centrale des impôts directs-bénéfices agricoles	Article 1652 du code général des impôts	3	-	-	0,87	-	-	2	
Commission centrale permanente compétente pour les tarifs des évaluations foncières	Article 1652 bis du code général des impôts	9	0	0	0	0	0	0	
Commission chargée d'examiner les candidatures aux fonctions d'administrateurs des finances publiques	Décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques	5	0	0	0	0	0	0	
Commission consultative chargée d'émettre toutes propositions de nature à maintenir l'équilibre du régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac	Décret n° 63-1104 du 30 octobre 1963 relatif au régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac	10	0	0	0	1	1	2	
Commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne	10	2,11	2,11	0	6	7	4	
Commission consultative relative au refus d'agrément pour déduction fiscale	Article 217 undecies du code général des impôts	8	-	-	0	-	-	0	
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux en France métropolitaine hors Alsace-Moselle	Décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre	5	0	0	0	1	1	1	
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux en France métropolitaine en Alsace-Moselle	Loi du 31 mars 1884 sur le renouvellement du cadastre	4	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
6. Finances et comptes publics									
Commission de certification des comptes des organismes payeurs FEOGA FEAGA FEADER	Décret n° 2007-805 du 11 mai 2007 instituant une commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les fonds européens agricoles	5	119,70	120,40	75,80	7	7	8	
Commission de conciliation et d'expertise douanière	Décret n° 2010-428 du 28 avril 2010 relatif aux modalités de prélèvement des échantillons et aux conditions de fonctionnement de la commission de conciliation et d'expertise douanière dans les cas de contestation sur l'espèce, l'origine et la valeur des marchandises	4	10,31	9,52	7	23	22	8	
Commission de réforme	Article L. 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite	6	-	-		-	-	-	
Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	Loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier	10	0	-	0	100	-	27	
Commission économique de la Nation	Décret n° 99-416 du 26 mai 1999 portant suppression de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation et création de la commission économique de la nation	28	2,40	-	2,40	2	-	2	
Commission interministérielle appelée à apprécier la qualité de certaines manifestations artistiques	Décret n° 97-663 du 29 mai 1997 pris en application de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 1995	4	0	-	-	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
6. Finances et comptes publics									
Commission interministérielle d'audit salarial du secteur public	Décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'État sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social	12	0	0	0	72	73	76	
Commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des fonds communautaires agricoles de garantie	Décret n° 96-389 du 10 mai 1996 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des fonds communautaires agricoles de garantie	12	0	0	0	9	9	9	
Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique	25	-	1	1	-	2	2	
Commission nationale des impôts directs et taxes sur le chiffre d'affaires	Articles 1651 H du Code général des impôts et L. 59 du livre des procédures fiscales	8	2,52	2,40	3	21	20	25	
Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique	0	-	0	0	-	0	0	
Commission nationale des sanctions	Articles L. 561-38 et suivants et R. 561-43 et suivants du code monétaire et financier	7	0	0	0	0	0	0	
Commission pour la désignation des agents des douanes des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Articles 28-1 et R. 15-33-1 et 15-33-2 du code de procédure pénale	9	-	-	0	1	-	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
6. Finances et comptes publics									
Commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'État	Décret n° 2012-203 du 10 février 2012 relatif à la commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'État	6	4,90	7,30	7,30	6	9	9	
Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Articles D. 561-51 et suivants du code monétaire et financier	24	0	14	0	3	3	2	
Conseil d'orientation du service des achats de l'État	Décret n° 2009-300 modifié du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'État	17	0	0	0	3	4	4	
Conseil de l'immobilier de l'État	Décret n° 2006-1267 du 16 octobre 2006 instituant un Conseil de l'immobilier de l'État	16	13,60	15,40	12,20	10	16	18	
Conseil de normalisation des comptes publics	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002	234	57,34	59,95	67,01	123	104	105	
Conseil national de l'information statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques	44	54,30	39	80	21	18	23	
Observatoire de l'épargne réglementée	Articles L. 221-9 et R. 221-12 du code monétaire et financier	11	-	1,18	1,18	-	2	2	
Observatoire des jeux	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne	8	3,38	111	43,38	4	5	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
7. Défense									
Comité consultatif de santé des armées	Articles D. 3341-1 et suivants du code de la défense	36	0	0	0	1	1	1	
Comité d'examen des prix de revient des fabrications d'armement	Décret n° 66-221 du 14 avril 1966 portant création du comité des prix de revient des fabrications d'armement	8	40,91	41,43	41	7	6	6	
Comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective de défense	Arrêté du 15 octobre 2010 portant création au sein du ministère de la défense d'un comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective de défense	14	0	0	0	13	15	14	
Comité de règlement des contestations en douane	Articles L. 2335-3 et L.2335-19 du code de la défense -	7	0	0	0	6	0	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec la Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions*
Comité des achats auprès du ministère de la défense	Arrêté du 7 avril 2010 portant création du comité des achats du ministère de la défense	8	0	0	0	4	5	5	
Comité directeur de l'océanographie militaire	Article R. 3416-19 du code de la Défense	15	0	0	0	1	1	1	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec le Comité scientifique de l'océanographie militaire*
Comité du logement	Arrêté du 20 avril 2011 portant organisation de la concertation en matière de logement au ministère de la défense	36	0	0	0	1	1	1	
Comité ministériel d'investissement	Arrêté du 17 février 2010 fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du comité ministériel d'investissement	10	0	0	0	18	18	18	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
7. Défense									
Comité national pour l'érection et la conservation du mémorial de la déportation du Struthof	Décret du 13 octobre 1953 relatif à l'édification d'un mémorial de la déportation au Struthof	16	0	0	0	1	1	1	
Comité scientifique de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans	10	0	0	0	3	4	1	
Comité scientifique de l'océanographie militaire	Article R. 3416-19 du code de la défense	15	0	0	0	1	0	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec le Comité directeur de l'océanographie militaire*
Commission centrale relative aux bonifications et avantages de carrière des fonctionnaires ayant accompli des services de la résistance	Loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013*
Commission consultative médicale des anciens combattants et victimes de guerre	Décret du 5 mars 1916 fixant la constitution, l'organisation et le fonctionnement de la commission consultative médicale	6	0	0	0	0	0	0	
Commission d'experts (anciens combattants d'Afrique française du Nord)	Articles L. 253 bis et R. 227 ter du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	21	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013*
Commission de déontologie des militaires	Articles R.* 4122-18 et R.* 4122-19 du code de la défense	11	30,20	31	30,50	13	14	14	
Commission de suivi de sécurité maritime	Arrêté du 8 juin 2011 relatif au contrôle du suivi de la sécurité maritime des bâtiments de guerre de surface de la marine nationale	9	0	0	0	0	7	7	
Commission interministérielle de contrôle (Salon international de l'aéronautique et de l'espace)	Arrêté du 30 juin 2003 relatif à la réglementation de la manifestation aérienne organisée dans le cadre du Salon international de l'aéronautique et de l'espace	4	0	0	0	5	6	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
7. Défense									
Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions	Décret n° 95-589 du 6 mai 1995 relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions	11	0	0	0	0	0	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec le Comité de règlement des contestations en douanes*
Commission nationale de désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	Décret n° 99-469 du 4 juin 1999 relatif au désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	9	-	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la défense	Arrêté du 8 novembre 1996 modifié portant création et fixant la composition de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la défense	16	0	0	0	-	-	0	
Commissions ministérielles de la jeunesse au ministère de la défense	Décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse	70	130	113	112	51	51	51	
Conseil de l'exploitation nucléaire de défense	Arrêté du 13 mars 2002 instituant un conseil de l'exploitation nucléaire de la défense	8	0	0	0	1	1	1	
Conseil général de l'armement	Articles D. 3331-1 et suivants du code de la défense	18	0	0	0	1	1	1	
Conseil supérieur de la réserve militaire	Articles L. 4261-1 et D. 4261-1 et suivants du code de la défense	79	30,70	30	30	1	2	2	
Groupes d'experts chargés d'étudier les transports des matières nucléaires et la protection des installations et établissements	Article R. 1333-15 du code de la défense	37	-	0	0	-	0	0	
Haut comité d'évaluation de la condition militaire	Articles L. 4111-1 et D. 4111-1 et suivants du code de la défense	9	23,90	25	25	21	20	20	
Observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans	11	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	Arrêté du 20 août 1987 instituant un comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	16	1,80	1,40	1,80	6	4	6	
Comité de la médaille d'honneur de la santé et des affaires sociales	Décret n° 2012-169 du 2 février 2012 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur de la santé et des affaires sociales	19	-	0	0	0	2	0	
Comité de normalisation des données sociales déclaratives et de leurs échanges	Articles R. 133-10 à R. 133-12 du code de sécurité sociale	31	-	-	0	-	4	7	
Comité de pilotage de l'observatoire national de la fin de vie	Décret n° 2010-158 du 19 février 2010 portant création de l'Observatoire national de la fin de vie	15	0	0	475	3	2	4	
Comité de pilotage et comité de suivi du programme national relatif à la nutrition et à la santé et du plan "Obésité"	Décret n° 2012-531 du 19 avril 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement du comité de pilotage et du comité de suivi du programme national relatif à la nutrition et à la santé et du plan "Obésité"	26	-	0	0	-	6	3	
Comité de suivi des retraites	Loi n°2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système des retraites	4	-	-	0	-	-	0	
Comité économique des produits de santé	Articles L. 162-17-3 et D. 162-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale	34	890	890	890	70	70	70	
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	Articles L. 6121-7 et L. 6121-8 et R. 6122-1 à R. 6122-7 du code de la santé publique	34	-	-	-	6	4	8	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	Article D. 98-8-4 du code des postes et des communications électroniques	21	8	2,35	2,50	8	3	2	
Comité national de santé publique	Articles L. 1413-1 et R.1413-26 à R.1413-32 du code de la santé publique	17	0	0	0	4	3	0	
Comité national de soutien à la parentalité	Articles D. 141-9 et suivants du code de l'action sociale et des familles	35	0	0	0	14	14	3	
Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie	Arrêté du 9 février 2006 relatif à la création et à la composition du Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie	30	0	0	-	2	2	-	
Comité national des retraités et des personnes âgées	Articles D. 149-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	64	23,50	21,60	13,50	51	40	28	
Comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	Décret n° 2013-7 du 7 janvier 2013 portant création du Comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	70	-	-	0	-	-	3	
Comité scientifique du site « Intervention précoce, soutien à la parentalité »	Arrêté du 6 avril 2012 portant création du Comité scientifique du site Intervention précoce, soutien à la parentalité	16	1,10	2,70	3,85	3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	Décret n° 2009-742 du 19 juin 2009 instituant la commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	12	0	0	0,90	2	1	2	
Commission chargée de donner un avis sur l'usage du titre de chiropracteur	Décret n° 2011-32 du 7 janvier 2011 relatif aux actes et aux conditions d'exercice de la chiropraxie	0	0	0,80	-	-	5	-	
Commission chargée de donner un avis sur les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie	Articles L. 4241-5 et D. 4241-20 et suivants du code de la santé publique	22	0	0	0,20	1	2	3	
Commission consultative relative aux régimes de sécurité sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses	Articles L. 382-15 et L. 382-19 et R. 382-56 et suivants du code de la sécurité sociale	11	-	-	-	-	-	-	
Commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville	Arrêté du 14 juin 2011 relatif à la commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville	20	0,16	0,12	0,40	1	5	4	
Commission des comptes de la sécurité sociale	Articles L. 114-1 et D. 114-1 et suivants du code de la sécurité sociale	67	40	35	35	2	2	2	
Commission des conseillers en génétique	Articles L. 1132-3, L. 1132-5, R. 1132-1, R. 1132-2, R. 1132-4-1 et R. 1132-4-2 du code de la santé publique	6	-	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Commission nationale consultative des gens du voyage	Décret n° 2003-1120 du 24 novembre 2003 relatif à la Commission nationale consultative des gens du voyage	40	1,40	0,60	-	3	1	-	
Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique	Articles L. 1114-1 et R. 1114-5 à R. 1114-8 du code de la santé publique	14	2,50	3	3,40	10	11	10	
Commission nationale d'agrément des conventions collectives des établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif	Articles L. 314-6, R. 314-197 et R. 314-198 du code de l'action sociale et des familles	14	0,70	0,90	0,80	15	20	17	
Commission nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie	Décret n° 2007-437 du 25 mars 2007 relatif à la formation des ostéopathes et à l'agrément des établissements de formation	9	1	0	0	2	1	0	
Commission nationale de l'activité libérale	Articles L.6154-5 et R.6154-18 à R.6154-24 du code de la santé publique	12	2	0	0	2	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission nationale de la naissance et de la santé de l'enfant	Décret n° 2009-1216 du 9 octobre 2009 relatif à la création et aux missions de la Commission nationale de la naissance	69	6,85	3,37	1,32	3	3	2	
Commission nationale des accidents médicaux	Articles L. 1142-10, L.1142-11 et R.1142-24 et suivants du code de la santé publique	50	25	26,50	22	11	12	10	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence	Décret n° 2012-565 du 24 avril 2012 relatif à la Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence	15	0,50	0,50	0,61	3	1	1	
Commission nationale des sportifs de haut niveau	Articles D. 4381-89 et D. 4381-90 du code de la santé publique	12	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale relative aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique	6	0	0,90	2,60	-	6	10	
Commission permanente chargée de la normalisation du braille français	Arrêté du 20 février 1996 créant une commission permanente chargée de la normalisation du braille français	18	0	0	-	2	0	-	
Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	Arrêté du 11 septembre 2002 relatif à la création d'une commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	40	0,14	0,27	0,52	8	17	30	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation*
Commission scientifique du haut conseil des professions paramédicales	Article D. 4381-6 du code de la santé publique	28	-	4,90	73,20	-	1	6	
Commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes	Articles L. 4143-2 et D. 4143-16 et suivants du code de la santé publique	12	-	10,30	34,60	-	3	5	
Commission scientifique indépendante des médecins	Articles L. 4133-2 et D. 4133-16 et suivants du code de la santé publique	28	-	0	192,80	-	-	11	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Commission scientifique indépendante des pharmaciens	Articles L. 4236-2 et D. 4236-16 et suivants du code de la santé publique	21	-	18,20	41,10	-	4	6	
Commission scientifique indépendante des sages-femmes	Articles L. 4152-2 et D. 4153-16 et suivants du code de la santé publique	14	-	6,70	23,70	-	3	5	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie compétente pour le domaine de la santé et le domaine social	Arrêté du 22 janvier 2014 instituant une commission spécialisée de terminologie et de néologie compétente pour le domaine de la santé et le domaine social	14	0	0	-	-	-	-	
Commissions de qualification des pharmaciens en biologie médicale	Décret n° 2010-1208 du 12 octobre 2010 relatif aux conditions de délivrance d'une qualification en biologie médicale par l'ordre des pharmaciens	11	-	0	0	-	0	0	
Conférence nationale de santé	Articles L. 1411-3 et D. 1411-37 et suivants du code de la santé publique	120	100	88	179	16	37	39	
Conseil de l'hospitalisation	Articles L. 162-21-2 et R. 162-21 et suivants du code de la sécurité sociale	9	0	0	0	11	13	10	
Conseil national consultatif des personnes handicapées	Articles L. 146-1 et D. 146-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	76	45,70	30,20	35,70	15	10	16	
Conseil national de l'urgence hospitalière	Décret n° 2009-29 du 9 janvier 2009 relatif à la création et aux missions du Conseil national de l'urgence hospitalière Décret n° 2012-1138 du 9 octobre 2012 relatif au Conseil national de l'urgence hospitalière	50	-	0	0	3	3	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Conseil national de la qualité et de la coordination des soins	Article L. 221-1-1 du code de la sécurité sociale	32	-	-	-	2	2	2	
Conseil national de pilotage des agences régionales de santé	Articles L. 1433-1 et D. 1433-1 et suivants du code de la santé publique	14	-	1	0	24	24	22	
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Articles L. 143-1, R. 143-1 et suivants et D. 143-6 à D. 143-8 du code de l'action sociale et des familles	60	4,98	0,96	-	30	12	-	
Conseil national pour l'accès aux origines personnelles	Articles L. 147-1 et suivants et R. 147-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	17	6,30	4,10	4,90	4	4	4	
Conseil supérieur de l'adoption	Articles L. 148-1et D. 148-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	30	1,35	1,70	4,40	5	4	5	
Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière	Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière	34	46	66	91	23	32	32	
Conseil supérieur de la mutualité	Articles L. 411-1 à L. 411-3 et Articles R. 411-1 à R. 411-3 du code de la mutualité	31	-	-	0	7	11	11	
Conseil supérieur de la pharmacie	Articles D. 5125-62 et suivants du code de la santé publique	25	0	0	0	1	1	2	
Conseil supérieur du travail social	Article D. 142-1 du code l'action sociale et des familles	50	0,76	0,47	0,52	26	21	27	
Conseil technique des clubs et équipes de prévention	Arrêté du 11 mars 1986 relatif au conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	24	0	0	-	0	0	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique	Arrêté du 3 février 2009 portant création d'un groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique	15	0	0	0	1	1	1	
Groupe de travail national amiante et fibres	Décret n° 2008-101 du 31 janvier 2008 créant un groupe de travail national « amiante et fibres »	28	3	0	1	4	0	1	
Haut conseil de la famille	Articles D. 141-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	52	5,90	4,70	7	15	8	14	
Haut conseil de la santé publique	Articles L. 1411-4 et L. 1411-5 et R. 1411-46 et suivants du code de la santé publique	156	296	406	256	270	358	432	
Haut conseil des professions paramédicales	Articles D. 4381-1 et suivants du code de la santé publique	42	3,50	2,60	2,20	7	7	8	
Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	Loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006	66	92	67	98	9	5	12	
Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée	Articles L. 162-21-3 et D. 162-17 du code de la sécurité sociale	15	0	0	0	5	2	5	
Observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle	Décret n° 2010-124 du 9 février 2010 portant création de l'observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle	57	2,80	2,10	3	52	27	12	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
8. Affaires sociales, santé et droits des femmes									
Observatoire national de la démographie des professions de santé	Décret n° 2010-804 du 13 juillet 2010 relatif aux missions de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé	15	-	27,59	72,70	15	16	11	
Observatoire national de la formation, de la recherche et de l'innovation sur le handicap	Articles L. 114-3-1 et D. 114-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles	53	-	-	-	3	-	-	
Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale	Articles L. 144-1 et R. 144-1 à R. 144-4 du code de l'action sociale et des familles	24	323,60	387,83	374,20	29	32	26	
Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	Décret n° 2012-739 du 9 mai 2012 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière et à l'Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	26	-	0,97	1,41	-	2	3	
Observatoire national du suicide	Décret n° 2013-809 du 9 septembre 2013 portant création de l'observatoire national du suicide	54	-	-	0	-	-	3	
Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Articles D. 1145-1 et suivants du code du travail	37	0	0	0	1	3	8	
Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	Décret n° 2013-8 du 3 janvier 2013 portant création du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	78	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
9. Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social									
Comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	Décret n° 98-1080 du 30 novembre 1998 portant création d'un comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	16	0	0	0	11	11	11	
Commission d'évaluation de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles	Articles L. 176-1 et L. 176-2 du code de la sécurité sociale	12	0	0	-	6	0	-	
Commission des accords de retraite et de prévoyance	Article L. 911-3 du code de la sécurité sociale	32	-	-	-	7	5	4	
Commission nationale de conciliation	Articles L. 2522-1 du code du travail	11	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission nationale de la certification professionnelle	Articles L. 335-6, R. 335-24 et suivants du code de l'éducation	32	54	54	36	16	18	21	
Commission nationale de la négociation collective	Articles L. 2271-1, L. 2272-1 et L. 2272-2 et R. 2272-1 et suivants du code du travail	40	0	0	1,90	13	16	13	
Commissions professionnelles consultatives	Articles L. 335-6 et R. 338-1 du code de l'éducation	100	1 330	1 244	0	78	90	0	
Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié	Articles L. 3346-1 et D. 3346-1 et suivants du code du travail	32	0	0	-	0	0	-	
Conseil d'orientation sur les conditions de travail	Articles R. 4641-1 et suivants du code du travail	54	48	45	2,50	52	45	70	
Conseil national de l'insertion par l'activité économique	Loi n° 91-1 du 3 janvier 1991 tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi	43	15,10	7	6,90	1	2	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
9. Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social									
Conseil supérieur de la prud'homie	Articles L. 1431-1 et R. 1431-1 et suivants du code du travail	41	9	0	4,80	3	0	3	
Haut Conseil du dialogue social	Articles L. 2122-11, R.* 2122-1 et suivants du code du travail	16	0	0	4,80	5	8	11	
Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles	Loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale	61	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
10. Intérieur									
Comité d'orientation du Centre national civil et militaire de formation et d'entraînement aux événements de nature nucléaire, radiologique, biologique, chimique et explosive	Décret n° 2014-338 du 14 mars 2014 portant création d'un service à compétence nationale dénommé Centre national civil et militaire de formation et d'entraînement aux événements de nature nucléaire, radiologique, biologique, chimique et explosive	5	-	-	-	-	-	-	
Comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	Arrêté du 20 août 2009 portant création du comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	7	0	-	0	1	-	1	
Commission chargée de vérifier l'aptitude des personnes nommées dans le corps des sous-préfets	Décret n° 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets	6	9,30	9,50	0	2	2	1	
Commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie	Articles 16 et R.8 du code de procédure pénale	21	18	-	11,86	2	-	2	*Fusion prévue par l'article 13 du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, avec la commission pour la désignation des officiers de police judiciaire*
Commission consultative des jeux de cercle et de casinos	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne	12	1,50	3,93	3,90	7	7	7	
Commission consultative des polices municipales	Articles L. 514-1 et L.511-4 du code de la sécurité intérieure	24	1,66	3,05	0	1	1	0	
Commission d'assimilation des diplômes européens	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique	7	0	-	-	4	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
10. Intérieur									
Commission de labellisation (label diversité)	Décret n°2014-335 du 14 mars 2014 relatif à la commission de labellisation du label diversité	20	0	0	0	5	7	6	
Commission de labellisation (label Français langue d'intégration)	Décret n° 2011-1266 du 11 octobre 2011 relatif à la création d'un label qualité intitulé « Français langue d'intégration »	10	0	0	0	0	8	6	
Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	Articles 211-5 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	5	22,50	19,20	29,05	50	50	64	
Commission de révision du nom des communes	Arrêté ministériel du 13 août 1948 instituant auprès du ministère de l'intérieur une commission de révision du nom des communes	8	0	-	-	1	-	-	
Commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	Arrêté du 18 février 2002 instituant une commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence entre les titres, diplômes ou certificats d'enseignant de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière délivrés dans les États n'appartenant ni à l'UE ni à l'EEE et le brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	4	0	-	-	0	-	-	
Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	Arrêté du 9 juin 1998 relatif à la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	6	0	0	0	4	4	4	
Commission nationale consultative de la sécurité des transports de fonds	Décret n°2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds	41	-	-	1	-	-	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
10. Intérieur									
Commission technique consultative sur les demandes d'agrément des dispositifs de nouvelles technologies et de transports de fonds	Décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds	6	0	0	0	4	0	0	
Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives	Articles L. 332-18 et R. 332-10 et suivants du code du sport	8	0	0	1	1	0	0	
Commission nationale d'examen des circuits de vitesse	Articles R. 331-35 à R. 331-44 du code du sport	8	0,70	0,70	-	16	14	-	
Commission nationale de conciliation	Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression prévue par l'article 13 du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures*
Commission nationale de conciliation - transfert aux départements des parcs de l'équipement et évolution de la situation des ouvriers de l'État	Loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers	9	0	-	-	0	-	-	*Suppression prévue par l'article 13 du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures*
Commission nationale de la vidéoprotection	Articles L. 251-5 à L. 251-7 inclus et L. 252-4 du code de la sécurité intérieure	20	-	-	0	-	-	1	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission nationale des experts en automobile	Articles L. 326-5, R. 326-14 et D. 326-15 du code de la route	13	0	0	-	0	0	-	
Commission pour la désignation des agents des services fiscaux des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Article 28-2 et R.15-33-29-5 et suivants du code de procédure pénale	9	-	0	0	1	0	0	
Commission pour la désignation des officiers de police judiciaire	Articles 16 à 16-3 et articles R. 3 et R. 4 du code de procédure pénale	12	-	-	63,97	-	-	4	*Fusion prévue par l'article 13 du projet de loi relatif à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, avec la commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
10. Intérieur									
Conférence nationale des services d'incendie et de secours	Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité	35	1,90	7,80	8,34	1	6	4	
Conseil national de la formation des élus locaux	Articles L.1221-1 et R.1221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	24	7,25	-	3,68	5	-	2	
Conseil national de la sécurité routière	Décret n° 2001-784 du 28 août 2001 portant création du Conseil national de la sécurité routière	53	0	-	0	0	-	4	
Conseil national de sécurité civile	Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile	55	-	-	0	0	0	0	
Conseil national des opérations funéraires	Articles L. 1241-1 et R. 1241-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	29	3,49	-	0,80	3	-	-	
Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires	Loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique	19	-	-	0,10	-	-	6	
Conseil supérieur de l'éducation routière	Articles D. 214-1 et suivants du code de la route	28	0	-	0	1	-	2	
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale	40	66,41	-	96,36	44	-	83	
Groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	Arrêté du 20 octobre 2009 portant création d'un groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	30	0	0	0	4	1	2	
Observatoire national du secourisme	Décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme	17	2,63	1,75	-	35	15	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
11. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Comité de surveillance biologique du territoire	Articles L. 251-1 et D. 251-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	20	-	-	4	6	2	2	
Comité national d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun	Articles L. 323-11 et R. 323-5 et suivants du code rural et de la pêche maritime	14	0	0	0	1	2	2	
Comité national de gestion des risques en agriculture	Articles L. 361-8 et D. 361-8 et suivants du code rural et de la pêche maritime	18	1,10	0,12	0,23	8	6	6	
Comité national pour la gestion des risques en forêt	Articles L. 261-4, D. 351-1 et D. 351-2 du code forestier	13	-	-	0	1	2	1	
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées	Articles D. 661-1 à D. 661-11 du code rural et de la pêche maritime	60	-	-	0	45	-	50	
Commission consultative de la statistique agricole	Décret n° 57-178 du 15 février 1957 portant réorganisation de la statistique agricole	50	-	-	0	1	1	1	
Commission consultative paritaire nationale des baux ruraux	Article L. 411-11 et R. 414-5 du code rural et de la pêche maritime	22	-	-	0	0	0	0	
Commission de conciliation dans les professions agricoles	Articles L. 2522-1 et L. 2522-7 du code du travail	13	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission de conciliation des litiges dans le secteur du lait	Articles L. 654-34 et D. 654-94 et suivants du code rural et de la pêche maritime	7	-	-	0	0	-	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 2 avril 2013*
Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	Articles L. 752-29 et R. 752-85 du code rural et de la pêche maritime	23	-	-	0	1	1	1	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles au sein du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.*
Commission des calamités agricoles des départements d'outre-mer	Article L. 371-27 du code rural et de la pêche maritime	18	-	-	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
11. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Commission des comptes de l'agriculture de la Nation	Décret n° 2001-863 du 14 septembre 2001 relatif à la commission des comptes de l'agriculture de la nation	22	2,50	1	1	2	2	2	
Commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	Article R. 253-4 du code rural et de la pêche maritime	77	-	-	0	0	1	1	
Commission nationale d'amélioration génétique, commissions et comités en dépendant	Articles D. 653-1, D. 653-2 et D. 653-3 du Code rural et de la pêche maritime	111	-	-	0	12	12	11	
Commission nationale d'identification	Articles D. 212-13 et D. 212-14 du code rural et de la pêche maritime	54	-	-	0	4	3	1	
Commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles	Article R. 751-154 du code rural et de la pêche maritime	28	-	-	0	1	1	1	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec le Conseil supérieur des prestations sociales agricoles et la Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles.*
Commission nationale des enseignants chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	Décret n° 92-172 du 21 février 1992 relatif à la Commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	240	-	-	0	4	4	4	
Commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces et de ses commissions nationales spécialisées	Article L. 335-6 du code de l'éducation	56	-	-	0	-	20	13	
Commission relative à la liste d'aptitude aux conditions de nomination des agents de direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale de mutualité sociale agricole	Article R. 123-46 du Code de la sécurité sociale	13	-	-	0	2	2	2	
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles en nature de bois, forêts ou espaces naturels pouvant être incorporés au domaine forestier de l'État	Article 384 A ter de l'annexe II au code général des impôts	4	-	-	0	-	-	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
11. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie	Arrêté du 1er décembre 1998 portant création et composition d'une commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de l'agriculture et de la pêche modifié par arrêté du 11 janvier 2013	28	-	-	0	3	3	3	
Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture	Articles D. 751-19 et suivants du code rural et de la pêche maritime	31	-	-	0	5	3	4	
Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale	Décret n° 2012-846 du 30 juin 2012 relatif au Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale	19	-	-	0	-	1	10	
Conseil national de l'alimentation	Articles D. 541-1 et suivants du code de la consommation	49	240	270	270	35	29	20	
Conseil national de l'enseignement agricole	Articles L. 814-1 et L. 814-2 et R. 814-1 à R. 814-9 du code rural et de la pêche maritime	64	-	-	0	5	6	7	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire	Articles L. 814-3 et L. 814-4 et R.814-10 à R.814-30 du code rural et de la pêche maritime	45	-	-	0	6	6	8	
Conseil national de la spécialisation vétérinaire	Article R. 814-32 du code rural et de la pêche maritime	24	0	0	0	0	2	3	
Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire et commissions techniques	Articles L. 611-1, R. 611-1 et D. 611-4 et suivants du code rural et de la pêche maritime	79	0	0	0	10	10	15	
Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois	Article L. 113-1 du code forestier	62	-	-	0	0	0	3	
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	Articles R. 721-1, R. 721-2 et D. 721-3 et suivants du code rural et de la pêche maritime	37	-	-	0	4	3	4	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles et la Commission de la prévention des accidents du travail des salariés agricoles.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
11. Agriculture, agroalimentaire et forêt									
Observatoire de l'alimentation	Articles L. 230-3 et D. 230-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	25	450	550	537	8	3	3	
Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires	Articles L. 692-1 et D. 692-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	35	-	-	0	6	4	4	
Observatoire national de l'enseignement agricole	Arrêté du 31 juillet 1996 relatif à l'Observatoire national de l'enseignement agricole	11	95	90	83,70	10	10	6	
Observatoire national de la consommation des espaces agricoles	Articles L. 112-1 et D. 112-1-12 et suivants du code rural et de la pêche maritime	23	-	-	0	0	0	1	
Observatoire national des abattoirs	Article D. 654-8 du code rural et de la pêche maritime	29	-	-	0	-	0	0	*Intégration dans France Agrimer décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
12. Économie, industrie et numérique									
Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	Décret n° 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	6	14,10	12,50	14,50	4	4	6	
Comité pour les métaux stratégiques	Décret n° 2011-100 du 24 janvier 2011 portant création du comité pour les métaux stratégiques	23	-	-	-	2	1	-	
Commission consultative des communications électroniques	Articles L. 33-4, D.99-4 et D.99-5 du code des postes et communications électroniques	24	-	-	-	4	3	3	
Commission d'examen des pratiques commerciales	Articles L. 440-1 et D. 440-1 et suivants du code de commerce	42	7,20	7	6,70	10	3	5	.
Commission de classement des fonctionnaires de La Poste	Décret n° 2008-58 du 17 janvier 2008 pris pour l'application aux corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics des dispositions de l'article 29-5 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom	10	4,90	4,80	4,20	21	22	19	
Commission des annales des mines	Arrêté du 16 janvier 2009 fixant le nombre et les attributions des sections du Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies	10	-	-	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
12. Économie, industrie et numérique									
Commission des clauses abusives	Loi n°78-23 du 10 janvier 1978 sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services	25	44,39	20	23,75	11	12	13	
Commission des comptes commerciaux de la Nation	Décret n° 63-100 du 8 février 1963 portant création d'une commission des comptes commerciaux de la nation	40	-	-	0	2	2	2	
Commission interministérielle d'examen des candidatures aux fonctions de conseiller du commerce extérieur de la France	Décret n° 2010-663 du 17 juin 2010 portant réorganisation de l'institution des conseillers du commerce extérieur de la France	16	0	0	0	2	2	2	
Commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de communications électroniques pour la défense et la sécurité publique	Arrêté du 28 mai 2001 relatif à la commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de télécommunications pour la défense et la sécurité publique	20	0	0	0	3	3	3	
Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant	Décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label entreprise du patrimoine vivant	22	8,30	8,30	8,30	7	7	7	
Commission nationale des professions libérales	Décret n° 2011-200 du 21 février 2011 portant création de la commission nationale des professions libérales	55	0	-	0	0	-	0	
Commission nationale des services	Décret n° 2013-666 du 23 juillet 2013 relatif à la commission nationale des services	67	-	-	0	-	-	2	
Commission nationale des titres-restaurant	Articles R. 3262-36 et suivants du code du travail	21	780	739	701	24	32	48	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
12. Économie, industrie et numérique									
Commission nationale du commerce équitable	Décret n° 2007-986 du 15 mai 2007 pris pour l'application de l'article 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et relatif à la reconnaissance des personnes veillant au respect des conditions du commerce équitable	23	-	-	0	2	4	0	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile	Arrêté du 20 octobre 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile	30	0	0	0	3	4	4	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec : - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie, des finances, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
12. Économie, industrie et numérique									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique	Arrêté du 15 juillet 2013 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique	75	-	-	0	-	-	3	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec : - la commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie, des finances, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services -la Commission de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie, des finances, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services	Arrêté du 20 janvier 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique	25	0	0	0	5	4	3	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec : - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux - la Commission de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
12. Économie, industrie et numérique									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire	Arrêté du 23 mai 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire	38	0	0	0	2	2	2	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec : - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile - la commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie, des finances, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux	Arrêté du 5 août 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux	28	0	0	0	3	3	3	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec : - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie, des finances, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services - la Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'économie numérique*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières	Arrêté du 19 janvier 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières	22	0	-	0	2	-	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
12. Économie, industrie et numérique									
Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques	Articles L.125 et D. 570 à D.593 du code des postes et des communications électroniques	14	27,62	20,21	20,21	12	9	10	
Commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure	57	-	-	0	1	1	1	
Conseil national de l'industrie (ex Conférence nationale de l'industrie)	Décret n° 2010-596 du 3 juin 2010 relatif à la conférence nationale de l'industrie Décret n° 2013-162 du 22 février 2013 modifiant le décret n° 2010-596 du 3 juin 2010 relatif à la conférence nationale de l'industrie	40	-	-	2	12	15	10	
Conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	Décret n° 94-892 du 13 octobre 1994 portant création d'un conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	9	-	-	0	1	1	1	
Conseil national de la consommation	Arrêté du 14 mars 2005 portant règlement intérieur du Conseil national de la consommation	93	0	0	0	30	30	0	
Conseil national du numérique	Décret n° 2012-1400 du 13 décembre 2012 relatif au conseil national du numérique	30	-	-	-	-	-	-	
Conseil national du tourisme	Décret n° 2011-1912 du 20 décembre 2011 relatif au conseil national du tourisme	204	25	14	5	80	80	58	
Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	Décret n° 2006-826 du 10 juillet 2006 relatif au Conseil supérieur de l'économie sociale	36	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
12. Économie, industrie et numérique									
Groupe interministériel de la consommation	Article D. 522-1 et suivants du code de la consommation	20	-	-	0	1	1	1	
Groupe interministériel des normes	Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation	29	-	-	0	3	3	3	
Groupes d'étude des marchés	Arrêté du 28 août 2006 pris pour l'application de l'article 132 du code des marchés publics	441	0	0	0	135	149	130	
Observatoire économique de l'achat public	Arrêté du 10 novembre 2005 pris en application de l'article 130 du code des marchés publics et relatif à l'Observatoire économique de l'achat public	71	0	0	0	3	2	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
13. Logement, égalité des territoires et ruralité									
Comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable	Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale	101	0	0	0	4	5	5	
Commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux	Articles L. 302-9-1-1 et R. 302-26 du code de la construction et de l'habitation	13	0	0	0	2	3	0	
Commission d'agrément des contrôleurs techniques de la construction	Articles R.* 111-29 et R.* 111-34 du code de la construction et de l'habitation	14	2,60	4,90	8	5	5	4	
Commission de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession de géomètre-expert	Décret n° 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels	13	0	0	0	2	3	0	
Commission des comptes du logement	Décret n° 2010-1302 du 29 octobre 2010 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes du logement	34	1	1	1	6	5	1	
Commission interministérielle des aides à la localisation des activités	Décret n° 2007-809 du 11 mai 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services	9	151,70	165,20	132	4	6	5	.
Commission nationale de concertation	Loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière	21	0	0	0	2	3	1	
Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier	Article L. 3211-7 du Code général des propriétés publiques	22	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
13. Logement, égalité des territoires et ruralité									
Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale	Décret n° 2006-429 du 12 avril 2006 relatif aux pôles d'excellence rurale	36	-	0	0	1	0	0	
Conférence de la ruralité	Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux	52	-	-	0	0	-	0	
Conseil national de l'habitat	Articles R.* 361-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation	74	3,70	1,21	1,30	6	3	2	
Conseil national de la gestion et de la transaction immobilières	loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové	13	-	-	-	-	-	-	
Conseil scientifique du plan urbanisme construction architecture	Arrêté interministériel du 23 avril 1998 portant création du plan urbanisme construction architecture	10	0,60	0,60	0,60	2	2	2	
Conseil supérieur des habitations à loyer modéré	Articles L. 461-2, R*.461-1 et R. 461-2 et suivants du code de la construction et de l'habitation	11	0	0	0	6	6	5	
Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	Décret n° 92-1339 modifié du 22 décembre 1992 portant création d'un Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	17	244	213	32,56	9	9	5	
Observatoire des territoires	Décret n° 2011-887 du 26 juillet 2011 portant renouvellement de l'Observatoire des territoires	22	12	45,80	44	1	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
14. Décentralisation et fonction publique									
Comité des finances locales	Articles L. 1211-1 et suivants et R. 1211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	86	514,91	517,09	577,82	6	5	6	
Comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État et ses 4 commissions permanentes : logement et restauration ; famille, enfance, culture, loisirs, sports, vacances et retraités ; pilotage des SRIAS ; budget	Décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État	22	55	40	63	38	25	18	*Le nombre de réunions en 2013 s'est établi à 3 réunions plénières, chacune étant précédée d'un cycle préparatoire donnant lieu à 5 commissions thématiques permanentes.*
Commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général ou de contrôleur général	Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public	6	0	0	0	14	8	8	
Commission consultative pour l'évaluation des charges	Articles L. 1211-4-1 et R. 1212-12 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	2,46	3,32	5,17	7	6	16	
Commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française	3	16	0	0	5	2	0	
Commission d'équivalence pour les candidats titulaires d'un diplôme ou d'un titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique	0	0	0	0	12	12	12	
Conseil commun de la fonction publique	Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires	54	-	40	40	-	-	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
14. Décentralisation et fonction publique									
Conseil national d'évaluation des normes (ex Commission consultative d'évaluation des normes)	Loi n°2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 Loi n° 2013-921 du 17 octobre 2013 portant création d'un Conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics	31	2,77	7,94	5,17	15	20	16	
Conseil supérieur de la fonction publique de l'État	Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État	21	220	180	180	26	18	11	
Conseil supérieur de la fonction publique siégeant comme commission de recours	Article 2 alinéa 4 et articles 24 à 29 du décret n°82-450 du 28 mai 1982 relatif au conseil supérieur de la fonction publique	40	15	7	18	10	5	10	
Observatoire des finances locales	Article L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales	8	53,22	57,77	58,85	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
15. Culture et communication									
Comité d'orientation pour le fonds stratégique pour le développement de la presse	Décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 modifié relatif à la réforme des aides à la presse et au fonds stratégique pour le développement de la presse	17	-	2,40	2,40	-	8	8	
Comité du patrimoine cultuel	Arrêté du 24 juin 2002 portant création d'un comité du patrimoine cultuel au ministère de la culture et de la communication	24	0	0	0	0	0	0	
Commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Arrêté du 6 février 2003 portant création de la commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	6	6,59	1,32	0	1	1	0	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la commission d'évaluation des professeurs des écoles nationales supérieures d'art*
Commission consultative de la commande publique	Arrêté du 22 janvier 1998 portant création d'une commission consultative de la commande	12	3	3,10	1,70	3	3	1	
Commission consultative pour l'attribution des aides à l'écriture d'œuvres musicales	Décret n°2014-677 du 27 juin 2014 relatif à l'aide à l'écriture d'œuvres musicales originales	48	-	-	-	-	-	-	
Commission consultative des trésors nationaux	Articles L. 111-4 du code du patrimoine et R. 111-22 à D. 111-25 du code du patrimoine	12 ou 13 selon les cas	3,70	5,30	2,36	7	9	8	
Commission copie privée	Articles L. 311-5, R. 311-1 et suivants et 311-8 du code de la propriété intellectuelle	25	104,60	32,72	15,40	15	20	0	
Commission d'agrément relative à l'institution d'une garantie de l'État	Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'État pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art	5	0	0	0	4	7	6	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
15. Culture et communication									
Commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles	Décret n° 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 définissant les catégories de spectacles et déterminant, pour l'Association pour le soutien du théâtre privé, les types d'aide et leurs critères d'attribution	8	0	0	0	1	1	0	
Commission d'évaluation des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	11	-	-	-	-	-	-	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art*
Commission d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine	Décret n° 2013-788 du 28 août 2013 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine	10	3	3	4	2	2	3	
Commission de classification des œuvres cinématographiques	Décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques	81	144	144	154	76	71	77	
Commission de conciliation pour le droit d'exploitation des œuvres des journalistes	Articles L. 132-44 et R. 132-18 et suivants du code de la propriété intellectuelle	13	1	2	3	2	4	7	
Commission de la rémunération équitable	Article 60 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises	23	15,40	1,80	0	1	0	0	
Commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art	Articles D. 113-27 à D. 113-29 du code du patrimoine	25	10,18	5,92	-	7	8	8	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
15. Culture et communication									
Commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt	Article L. 451-1 du code du patrimoine	11	0	3,10	0,23	0	1	2	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec :* *- la commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye et du musée national de Préhistoire ;* *- la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age – Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges ;* *- et la commission des acquisitions de l'établissement public du château de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'île d'Aix, du château de Pau, du musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny à Moulleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal-des-Champs à Magny-les-Hameaux.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
15. Culture et communication									
Commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et du domaine national de Saint-Germain en Laye et du musée national de Préhistoire	Article L. 451-1 du code du patrimoine	14	1,10	0,40	0,80	2	2	3	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec :* *- la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age - Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges ;* *- la commission des acquisitions de l'établissement public du château de Fontainebleau, des musées nationaux du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'île d'Aix, du château de Pau, du musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny à Moulleron-en-Pareds, du musée de Port-Royal-des-Champs à Magny-les-Hameaux ;* *- et la commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt.*
Commission des acquisitions Fontainebleau, Compiègne, Malmaison, Bonaparte, Aix, Pau, 2 Victoires, de Lattre de Tassigny, Port-Royal, Magny les hameaux	Article L. 451-1 du code du patrimoine	14	0,50	0,70	1,70	5	5	5	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec :* *- la commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye et du musée national de Préhistoire ;* *- la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age – Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges ;* *- et la commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
15. Culture et communication									
Commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age – Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges	Article L. 451-1 du code du patrimoine	14	1,2	3,1	-	5	5	-	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec : - la commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et domaine national de Saint-Germain-en-Laye et du musée national de Préhistoire ; - la commission des acquisitions Fontainebleau, Compiègne, Malmaison, Bonaparte, Aix, Pau, 2 Victoires, de Lattre de Tassigny, Port-Royal, Magny les hameaux; - et la commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt*
Commission des droits des artistes-interprètes et des producteurs pour la réalisation d'une œuvre audiovisuelle	Articles L. 212-9 et R. 212-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	25	0	0	-	0	0	-	
Commission du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	11	6,68	5,57	5,65	15	13	15	
Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive	Article L. 524-14 du code du patrimoine	18	0	0	0	0	-	0	
Commission générale de terminologie et de néologie	Décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française	16	0	0	0	28	30	31	
Commission interministérielle d'agrément pour la conservation du patrimoine artistique nationale	Articles 310 (II) Annexe II du code général des impôts	5	0,40	0,50	0,63	4	4	4	
Commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	Arrêté du 28 septembre 1995 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	10	0	0	0	1	1	1	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec la commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
15. Culture et communication									
Commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue	Arrêté du 15 mars 1999 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue	10	0	0	0	1	1	1	*Fusion décidée par le CIMAP du 2 avril 2013 avec la commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque*
Commission nationale culture handicap	Arrêté du 1er février 2001 portant création de la commission nationale culture-handicap	24	2	1	3	-	-	1	
Commission nationale d'évaluation (qualifications requises pour exercer les activités scientifiques d'un musée de France)	Articles R.442-5 à R.442-9 du code du patrimoine	12	0	0	0	0	0	1	
Commission nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles d'architecte	Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture	11	1	0	0,40	2	0	1	
Commission nationale des centres culturels de rencontre	Arrêté du 5 juillet 1996 portant création d'une Commission nationale des centres culturels de rencontre	22	6	0	1	-	-	4	
Commission nationale des monuments historiques	Article L. 611-1 du code du patrimoine	150	18	20,65	26,72	31	31	25	
Commission nationale des secteurs sauvegardés	Articles R. 313-18 et suivants du code de l'urbanisme	23	2	0,30	0	5	1	4	
Commission paritaire des publications et agences de presse	Décret n° 97-1065 modifié du 20 novembre 1997 relatif à la commission paritaire des publications et agences de presse	30	7,80	7,80	7,80	32	33	32	
Commission professionnelle consultative du spectacle vivant	Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant	39	0,30	0,30	0	1	1	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
15. Culture et communication									
Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	Arrêté du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacle	12	0	0	0	1	0	2	
Commission scientifique d'habilitation des restaurateurs	Article L. 452-1 du code du patrimoine	11	0	0	0	0	0	0	
Commission scientifique des musées nationaux réunie en commission des prêts et dépôts	Article D. 422-4 du code du patrimoine	15 à 18 selon les cas	0	0	0	13	13	10	
Commission scientifique nationale des musées de France	Articles L. 451-1 et L. 451-5 du code du patrimoine	15	0	0	0	2	1	1	
Commission scientifique nationale des collections	Articles L. 115-1 et L. 115-2 du code du patrimoine	40	0	-	0	0	0	1	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication	Arrêté du 2 mars 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication	36	0	0	0	9	4	10	
Conseil artistique des musées nationaux	Articles L.451-1, R.422-5 et D.422-6 et suivants du code du patrimoine	23	11,25	4,70	3,50	10	8	8	
Conseil des Arts et Lettres	Décret n° 57-549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des Lettres	15	0	0	0	3	3	3	
Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	Articles D. 144-1 à D. 144-5 du code du patrimoine	15	1,50	0,34	0	3	5	4	
Conseil national de la recherche archéologique	Articles R. 545-1 et suivants du code du patrimoine	36	13	18,52	21,27	9	7	6	
Conseil national des parcs et jardins	Décret n° 2003-447 du 19 mai 2003 portant création du Conseil national des parcs et jardins	28	0	0	0	2	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
15. Culture et communication									
Conseil national des professions du spectacle	Décret n°93-724 du 29 mars 1993 relatif au conseil national des professions de spectacle	90	0	0	0	1	1	2	
Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	Arrêté du 5 mai 1995 portant création d'un Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	13	0,60	0,86	1	3	2	2	
Conseil scientifique de la grotte de Lascaux	Arrêté du 15 février 2010 portant création du conseil scientifique de la grotte de Lascaux	14	33	38,16	26,90	4	4	3	
Conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	Arrêté du 4 janvier 2000 érigeant le laboratoire de recherche des monuments historiques en service à compétence nationale	30	0	0	0,80	0	0	1	
Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	93	23	81	54	12	42	61	.
Conseil supérieur des archives	Article L. 211-2-1 du code du patrimoine	50	0	0	0	2	0	1	
Haut Comité des commémorations nationales (précédemment Haut comité pour les célébrations nationales)	Arrêté du 23 septembre 1998 portant création d'un Haut Comité des célébrations nationales auprès du ministre chargé de la culture	13	0	0	0	1	0	3	
Haut conseil des musées de France	Articles L. 430-1 et L. 430-2 et R. 430-1, R. 430-2, R. 430-3 et R. 430-4 du code du patrimoine	23	0,30	0,30	0	2	1	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
16. Ville, jeunesse et sports									
Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative	Décret n° 2011-2121 du 30 décembre 2011 relatif au fonds pour le développement de la vie associative	25	-	0,64	0,88	-	5	3	
Comité des médaillés de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif	Décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 relatif au mérite sportif et à la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports	26	0	0	0	2	2	2	
Commission de reconnaissance des qualifications	Articles R. 212-84 et A. 212-175-1 et suivants du code du sport	15	8	8	-	12	12	-	*Cette commission est en cours de renouvellement*
Commission nationale de sécurité des enceintes sportives	Articles R. 312-22 et suivants du code du sport	13	0	0	0	1	4	3	
Commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation	Articles D. 142-33 à D. 142-38 et A. 142-20 à A. 142-32 du code du sport	38	9,60	9,60	5	6	6	3	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative	Arrêté du 13 juillet 2005 relatif à la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative	34	0	0	0	5	10	11	
Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel Décret n°2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	73	0	0	2,30	0	0	1	
Conseil national des villes	Décret n° 2009-539 du 14 mai 2009 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	55	95	81	50	45	49	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
16. Ville, jeunesse et sports									
Conseil national du sport (ex Conférence nationale du sport)	Décret n° 2012-45 du 13 janvier 2012 portant création de la Conférence nationale du sport Décret n° 2013-289 du 4 avril 2013 portant création du Conseil national du sport	61	-	-	12,10	-	-	13	
Conseil supérieur des sports de montagne	Articles D. 142-26 et suivants du code du sport	43	54	48	48	8	7	0	
Observatoire national des zones urbaines sensibles	Loi n° 2003-710 du 1 août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine	40	2 470	1 873	1 840	6	9	-	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
17. Outre-mer									
Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	Loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage	12	43,14	39,80	41, 27	11	6	7	
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	Loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer	39	2,33	0	1,47	3	0	3	
Conseil du service militaire adapté	Décret n° 2011-834 du 12 juillet 2011 portant création du Conseil du service militaire adapté	20	0,50	0,15	0	1	1	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2011	2012	2013	2011	2012	2013	
18. Banque de France									
Observatoire de la sécurité des cartes de paiement	Articles L. 141-4, R. 141-1 et R. 141-2 ; R. 142-22 à R. 142-27 du code monétaire et financier	35	35	16,4	2,8	3	3	3	*La baisse des frais de fonctionnement en 2013 par rapport à 2012 est due au fait que l'Observatoire de Sécurité des Cartes de Paiement n'a commandé aucune enquête/étude externe en 2013.*
Comité de la médiation bancaire	Articles L.615-2, R.615-9 à R.615-12 du code monétaire et financier	5	4,5	3,5	3,8	1	2	1	

Liste des commissions et instances consultatives ou délibératives supprimées depuis le 1er octobre 2013

(nombre : 60)

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte institutif	Texte ou mode de suppression
Premier ministre	Comité consultatif pour l'habilitation des organismes prodiguant des stages de formation à la lutte contre la pollution	Décret n° 98-431 du 28 mai 1998 relatif à l'habilitation des stages de formation à la lutte contre la pollution dans le cadre de la convention internationale du 30 novembre 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Comité technique des systèmes d'information et de communication	Décret n° 2011-193 du 21 février 2011portant création d'une direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'Etat	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée	Décret n° 2008-1277 du 8 décembre 2008 créant un Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée	Instance non renouvelée à échéance
Affaires étrangères et développement international	Comité d'éthique	Décret n° 2007-1849 du 26 décembre 2007 portant création du comité d'éthique du ministère des affaires étrangères	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Ecologie, développement durable et énergie	Comité consultatif du fonds d'investissement pour la biodiversité et la restauration écologique	Décret n° 2012-228 du 16 février 2012 relatif au fonds d'investissement pour la biodiversité et la restauration écologique	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Comité d'orientation du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques	Décret n° 94-134 du 9 février 1994 portant création du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques	Décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
	Commission de sûreté des navires	Décret n° 2007-937 du 15 mai 2007 relatif à la sûreté des navires	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission d'examen du plan national d'affectation des quotas d'émission de gaz à effet de serre	Articles R. 229-6 et suivants du code de l'environnement	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission nationale consultative de l'aviation légère	Article D. 521-3 du code de l'aviation civile	Instance non renouvelée à échéance

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte institutif	Texte ou mode de suppression
Ecologie, développement durable et énergie	Commission nationale de concertation sur les risques miniers	Décret n° 2007-403 du 22 mars 2007 instituant une Commission nationale de concertation sur les risques miniers	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission nationale des matériels de sécurité aéroportuaire	Arrêté du 9 janvier 2001 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Conseil de la formation de l'institut de formation de l'environnement	Arrêté du 9 juillet 2001 portant création de l'Institut de formation de l'environnement	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Conseil d'orientation du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 2 juin 2003 portant création du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 22 décembre 2013 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie
	Conseil scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 2 juin 2003 portant création du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 22 décembre 2013 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie
	Conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité	Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement	Arrêté du 20 avril 2000 constituant une commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Education nationale, enseignement supérieur et recherche	Commission consultative pour le diplôme de géomètre expert	Décret n° 2010-1406 du 12 novembre 2010 relatif au diplôme de géomètre-expert foncier délivré par le Gouvernement	Instance non renouvelée à échéance
	Commission d'examen des conventions de valorisation de la recherche	Décret n° 2008-510 du 28 mai 2008 portant création de la commission d'examen des conventions de valorisation de la recherche	Instance non renouvelée à échéance
	Commission nationale chargée de l'agrément de services formateurs pour l'internat en odontologie et de la répartition des postes dans les services	Décret n° 94-735 du 19 août 1994 relatif au concours et au programme pédagogique de l'internat en odontologie	Instance non renouvelée à échéance

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte institutif	Texte ou mode de suppression
Education nationale, enseignement supérieur et recherche	Commission pédagogique nationale des études pharmaceutiques	Décret n° 2010-762 du 7 juillet 2010 relatif à la commission pédagogique nationale des études de santé	Instance non renouvelée à échéance
	commission pédagogique nationale des études de santé	Décret n° 2010-762 du 7 juillet 2010 relatif à la commission pédagogique nationale des études de santé	Instance non renouvelée à échéance
Justice	Commission relative à la copropriété	Arrêté du 4 août 1987 portant création d'une commission relative à la copropriété	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Finances et comptes publics	Comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers	Décret n°2010-827 du 20 juillet 2010 instituant un comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Comité d'orientation auprès de l'Agence de gestion du réseau international des finances	Décret n°2008-1102 du 28 octobre 2008 portant création d'un Comité d'orientation auprès de l'Agence de gestion du réseau international des finances	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission interministérielle d'agrément	Décret n° 96-1123 du 20 décembre 1996 relatif à l'agrément prévu par le règlement (CEE) n° 3665/87 du 27 novembre 1987 portant modalités d'application du régime des restitutions à l'exportation pour les produits agricoles, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2955/94 du 5 décembre 1994	Décret n° 2014-376 du 28 mars 2014 portant suppression de la commission interministérielle d'agrément des sociétés de surveillance prévue par le décret n° 96-1123 du 20 décembre 1996
Défense	Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires	Loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	Instance devenue une autorité administrative indépendante par la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale
	Comité national des secteurs d'importance vitale	Articles R. 1332-7 et suivants du code de la défense	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Affaires sociales, santé et droits des femmes	Comité technique plomb	Arrêté du 23 janvier 2003 portant création d'un comité technique plomb	Instance non renouvelée à échéance
	Commission du contrôle de qualité des analyses de biologie médicale	Articles D. 6213-12 et suivants du code de la santé publique	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte institutif	Texte ou mode de suppression
Affaires sociales, santé et droits des femmes	Conseil de modération et de prévention	Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Conseil national d'agrément (des centres d'information)	Arrêté du 14 février 1997 relatif à l'habilitation des centres d'information sur les droits des femmes et portant création du Conseil national d'agrément	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et l'éducation familiale	Articles L. 2312-2 à L 2312-5 et R. 2312-1 et suivants du code de la santé publique	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Travail, emploi, formation professionnelle, et dialogue social	Commission d'agrément des centres et instituts dont les stages et sessions ouvrent droit aux congés de formation économique et sociale et syndicale	Article R. 3142-2 du code du travail	Instance non renouvelée à échéance
	Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie	Articles L. 6123-1, et L. 6123-2 du code du travail	Décret n° 2014-965 du 22 août 2014 relatif aux missions, à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles
	Conseil national de l'emploi	Articles L. 5112-1 et R. 5112-1 et suivants du code du travail	Décret n° 2014-965 du 22 août 2014 relatif aux missions, à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles
	Conseil national des missions locales	Articles R. 5314-1 et suivants du code du travail	Instance non renouvelée à échéance
Intérieur	Commission consultative défense-météorologie	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la commission consultative « défense-météorologie »	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission de l'information et de la sécurité du conseil supérieur des sports de montagne	Articles A. 142-15 et suivants du code du sport	Instance non renouvelée à échéance
	Commission d'homologation des systèmes de signalétique	Décret n°2008-601 du 24 juin 2008 portant définition des caractéristiques de la signalétique prévue par l'article 32 de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs et portant désignation de l'autorité administrative compétente pour prendre les mesures prévues à l'article 33 de la même loi	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte institutif	Texte ou mode de suppression
Intérieur	Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour	Articles R. 313-33 et R. 313-34 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission nationale des compétences et des talents (carte de séjour)	Articles R 315-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Haut Conseil à l'intégration	Décret n° 89-912 du 19 décembre 1989 portant création d'un Haut Conseil à l'intégration	Instance non renouvelée à échéance
Agriculture, agroalimentaire et forêt	Commission consultative pour l'enseignement supérieur privé	Article R. 813-67 du code rural et de la pêche maritime	Instance non renouvelée à échéance
	Commission d'expertise pour la reconnaissance du programme des classes préparatoires biologie, chimie, physique et sciences de la Terre dans le cursus vétérinaire	Décret n° 2012-532 du 19 avril 2012 créant une commission d'expertise pour la reconnaissance du programme des classes préparatoires biologie, chimie, physique et sciences de la Terre dans le cursus vétérinaire	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission nationale de l'agriculture raisonnée et de la qualification des exploitations	Décret n° 2002-631 du 25 avril 2002 relatif à la qualification des exploitations agricoles au titre de l'agriculture raisonnée	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Conseil national du froid	Décret n° 59-1028 du 31 août 1959 portant création d'un conseil national du froid	Instance non renouvelée à échéance
Economie, industrie, et numérique	Comité de mobilisation industrielle	Article D. 1337-14 du code de la défense	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Conseil supérieur de la coopération	Décret n° 76-356 du 20 avril 1976 relatif au Conseil supérieur de la coopération	Instance non renouvelée à échéance
	Conseil supérieur de la propriété industrielle	Articles R. 413-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	Instance non renouvelée à échéance
Logement, égalité des territoires et ruralité	Comité d'orientation du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture)	Arrêté du 23 avril 1998 portant création du plan urbanisme construction architecture	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
	Commission des suites de la mission interministérielle d'inspection du logement social	Décret n° 93-236 du 22 février 1993 portant création de la mission interministérielle d'inspection du logement social	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif

Ministère	Intitulé de l'instance	Texte institutif	Texte ou mode de suppression
Décentralisation et fonction publique	Commission permanente de la modernisation des services publics auprès du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	Décret n° 99-691 du 30 juillet 1999 portant création d'une commission permanente de la modernisation des services publics auprès du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Culture et communication	Comité consultatif du musée national Fernand Léger	Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance relative à l'organisation des musées des beaux-arts	Instance non renouvelée à échéance
	Comité d'experts des entreprises de production phonographique	Articles 220 octies (IV) et 220 Q du code général des impôts	Instance non renouvelée à échéance
	Commission consultative de la création artistique (chargée de donner un avis sur les propositions d'achat d'oeuvres d'artistes contemporains dans le domaine des arts plastiques)	Arrêté du 8 janvier 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique (peinture, sculpture, arts graphiques)	Instance non renouvelée à échéance
	Commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art	Arrêté du 19 décembre 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art	Instance non renouvelée à échéance
	Commission consultative de la création artistique compétente en matière de photographie	Arrêté du 19 décembre 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique compétente en matière de photographie	Instance non renouvelée à échéance
	Conseil des métiers d'art	Arrêté du 3 août 2004 relatif au Conseil des métiers d'art et à la mission des métiers d'art	Instance non renouvelée à échéance
Ville, jeunesse et sports	Commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés	Décret n° 2009-720 du 17 juin 2009 relatif à la commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif
Outre-mer	Comité de suivi (fonds de continuité territoriale)	Décret n 2010-1425 du 18 novembre 2010 relatif au fonctionnement et à la gestion du fonds de continuité territoriale	Décret n° 2014-132 du 17 février 2014 portant suppression de commissions administratives à caractère consultatif